

L'École royale militaire, une institution universitaire en démantèlement

ANDRÉ FLAHAUT

Ministre d'Etat

Cette semaine, dans nos institutions universitaires civiles, ont lieu les premières ouvertures de l'année académique nouvelle. Le moment est donc propice pour sensibiliser à la fois le monde académique et l'électeur au démantèlement de l'École royale militaire (ERM), orchestré par le gouvernement fédéral MR/ N-VA et consorts. C'est particulièrement ne se contente pas de flamandiser à outrance nos institutions fédérales, dont l'ERM: dès qu'il le peut, il sape leurs fondations, il recourt systématiquement à l'outsourcing ou à la privatisation, considérant que les institutions publiques coûtent trop cher.

L'analyse du plan stratégique pour la Défense pour la période 2015-2030, adopté avec retard le 29 juin 2016 par ce gouvernement, dépasse l'objet de la présente carte blanche. Constatons qu'il est plus un ensemble d'illusions que l'expression d'une vision cohérente de l'avenir de nos forces armées. C'est particulièrement le cas dans le domaine de la formation. Ce plan dispose, en effet, (p. 121 sv.) que *«la formation académique actuelle à l'ERM [sera] fortement rationalisée. Le nombre de spécialisations [en] sciences sociales et militaires [SSMW] et [en] polytechnique diminuera fortement. La durée de la formation du master en sciences sociales et militaires diminuera d'un an.»*

Cet emploi du futur n'est guère de mise: cette partie du plan est déjà en cours d'exécution, avec une précipitation suspecte et des acrobaties juridiques qui risquent fort de poser problème, car ce gouvernement ne montre aucun respect pour la Constitution, la législation et la réglementation existantes.

La situation dans la faculté SSMW est la suivante: le projet d'arrêté royal fixant le programme de formation à l'ERM pour l'année académique 2016-2017 définit la première de quatre années d'étude, ce qui est illégal: la loi applicable prévoit cinq années. Une conséquence de cette illégalité est que tout échec durant cette formation en 2016-2017 sera juridiquement contestable devant le Conseil d'Etat.

Lors de l'incorporation des élèves de 1^{re} année, le 16 août 2016, ils ont, semble-t-il, été contraints de signer une déclaration attestant que, bien qu'ils ont été recrutés pour effectuer 5 années d'études débouchant sur un master accrédité, ils acceptent de ne faire que 4 années, dont ils ignorent qu'elles ne sont pas accréditées. Cette déclaration ne peut avoir qu'un caractère purement informatif: elle ne couvre nullement l'illégalité commise par l'actuel ministre de la Défense.

Désinvestissement

Quant au contenu du nouveau programme SSMW, il s'inspire de celui en vigueur au cours de la guerre froide, et non de ce dont la Défense a besoin au XXI^e siècle: les opérations actuelles demandent de plus en plus de «soft skills», car les officiers

sont de plus en plus chargés de tâches «extra-militaires» ou de nature politique (relations avec les autorités locales, avec la population locale, avec les autres contingents, etc.). La méconnaissance des sciences du comportement humain et de la culture est à l'origine de bien des désastres militaires, notamment en Irak et en Afghanistan. Les difficultés rencontrées là-bas ont remis au centre des opérations le fait de gagner le cœur et l'esprit des populations locales, par l'action globale. La bonne compréhension du théâtre d'opérations et de ses acteurs est la condition sine qua non pour espérer un succès durable.

C'est pourquoi le manuel de contre-insurrection américain de 2006 souligne l'importance du «terrain humain» et rappelle que les membres d'autres sociétés peuvent avoir une autre approche de la rationalité, de ce qu'est un comportement approprié, de la religion ou encore des normes liées au genre. Grâce à l'adaptation de l'ERM à Bologne dans les années 1999-2009, les officiers belges sont aujourd'hui en Europe parmi les plus conscients de leur citoyenneté européenne, les plus aptes à fonctionner dans des structures multinationales. Cet acquis, la réforme Vandeput va le galvauder. Par ailleurs, le désinvestissement encore accentué par ce gouvernement rend de moins en moins nécessaires les compétences «techniques»: le ministre actuel n'a guère acheté jusqu'à présent qu'une centaine de jeeps, qui sont entretenues dans le secteur civil et non en ateliers militaires. Enfin, pour les jeunes officiers, un master en quatre ans, non accrédité, est préoccupant, puisqu'on parle de plus en plus de carrière mixte, militaire puis civile: il est plus facile de se retrouver du travail avec un diplôme de master accrédité en cinq ans.

Recherche et technologie en berne

L'avenir de la recherche à l'ERM est tout aussi préoccupant que celui de son enseignement. Alors que le plan stratégique prône *«le transfert de savoir, de technologie et d'emplois au bénéfice de notre société»*, force est de constater que le ministre actuel de la Défense, comme son prédécesseur, n'affecte qu'environ 0,2% de l'effort de défense à la R&T (Research & Technology), soit un dixième seulement des 2% prescrits par l'Agence européenne de défense. Ce ministre de la Défense raconte que son successeur, à partir de 2022, consentira à un investissement supplémentaire dans la R&T. Mais qui le croira? Aujourd'hui, les équipes de recherche constituées grâce à l'action de mon prédécesseur Jean-Pol Poncelet et à la mienne sont déjà à moitié démantelées. En 2022, il faudra repartir à zéro, et constituer des centres d'excellence de niveau européen, cela prend 20 ans...

Or, de longue date, la faculté polytechnique de l'ERM est une référence, notamment en matière d'armes de guerre et d'explosifs, pour nos forces armées, pour les unités spéciales de la police fédérale, pour la Justice. Et aussi pour la Justice des Pays-Bas, qui lui a confié une recherche sur l'avion de ligne abattu sans doute par les

insurgés dans l'est de l'Ukraine. Cette faculté a su analyser l'évolution des technologies nécessaires aux forces armées belges pour contrer les menaces qui émergent en Europe et dans son voisinage. Parmi celles-ci, l'étude du comportement dynamique des matériaux permet la protection des troupes amies et de leurs infrastructures contre les risques posés par les conflits asymétriques ou hybrides, et par le terrorisme. La faculté polytechnique contribue non seulement à la cybersécurité au sein de la Défense, par l'évaluation de la sécurité des systèmes d'information et de communication, la diffusion de conseils pour

améliorer leur sécurité, pour identifier les menaces et les sources de vulnérabilité dans les systèmes informatiques, mais aussi au sein de la société civile: depuis cette nouvelle année académique cette faculté participe au nouveau master en cybersécurité proposé en co-diplomation par l'ULB, l'UCL, l'UNamur, l'ERM, la HEB et la HELB.

Mais pour combien de temps encore? Le plan stratégique annonce d'une part une réduction supplémentaire de 39% de l'enveloppe en personnel de l'ERM, et d'autre part, *«une diminution de 40 à 50% du cadre prévu actuellement et une diminution de 20 à 30% des coûts de fonctionnement globaux actuels (y compris les coûts en personnel et en investissement)»*, ce qui en prépare la fermeture, comme chez Caterpillar à Gosselies.

Poudre aux yeux

Dans ces conditions, la «stratégie pour le soutien accru de nos intérêts de sécurité par le biais de nos institutions de recherche nationales et de notre industrie» évoquée dans le plan stratégique n'est que de la poudre aux yeux. L'écart est énorme entre les objectifs et les moyens disponibles, particulièrement à court et moyen termes.

Il est urgent de faire comprendre à l'opinion publique que le gouvernement n'ignore pas les menaces qui pèsent sur notre sécurité et notre défense. Les leçons des attentats du 22 mars ne sont guère tirées, les budgets supplémentaires mis à disposition des services ne compensent pas les coupures antérieures, et les obstacles administratifs font que ces crédits ne sont en pratique guère utilisables.

Si l'opinion ne réagit pas, notre Défense sortira exsangue de cette législature, et l'ERM moribonde.

Aujourd'hui en Europe, les officiers belges sont parmi les plus conscients de leur citoyenneté européenne, les plus aptes à fonctionner dans des structures multinationales. Cet acquis, la réforme Vandeput va le galvauder.